

Règles de prise en charge 2021

ENTREPRISES DE LOGISTIQUE DE COMMUNICATION ÉCRITE DIRECTE

Le Conseil d'Administration du 26 février 2021 a acté l'arrêt des règles de prises en charge au titre du Plan Anti-crise à compter du 1^{er} mars 2021.

A cette date, s'appliquent les barèmes et priorités de financement validés par les branches dans le cadre des Sections Paritaires Professionnelles et de l'Interprofession.

VOTRE ENTREPRISE A MOINS DE 50 SALARIÉS ET VOUS SOUHAITEZ DÉVELOPPER LES COMPÉTENCES DE VOS SALARIÉS

- **Plan de développement des compétences**

VOTRE ENTREPRISE A 50 SALARIÉS ET PLUS ET VOUS SOUHAITEZ DÉVELOPPER LES COMPÉTENCES DE VOS SALARIÉS

- **Fonds conventionnels**

VOUS SOUHAITEZ RECRUTER

- **Contrat de professionnalisation**
- **Contrat d'apprentissage**
- **POEI POEC**

VOUS SOUHAITEZ ACCOMPAGNER VOS SALARIÉS VERS UN DIPLÔME OU UNE CERTIFICATION

- **PRO – A**

- **Barèmes des frais annexes de formation**

Le plan de développement des compétences

Le plan de développement des compétences remplace le plan de formation depuis le 1er janvier 2019. Elaboré au regard des objectifs de votre entreprise, le plan vise à assurer l'adaptation des salariés à leur poste de travail, veiller au maintien de leur capacité à occuper un emploi - au regard notamment de l'évolution des métiers, des technologies et des organisations - et proposer des formations qui participent au développement de leurs compétences.

Publics

Salariés en CDI /CDD

Choix des prestataires

Les actions peuvent être réalisées par un organisme de formation externe dûment déclaré et enregistré au Datadock, ou en interne, avec les ressources de l'entreprise (salariés formateurs...).

Financements

Dans la limite des fonds disponibles

Thème ou intitulé	Durée ou plafond de prise en charge	Coût pédagogique	Frais annexes	Frais de salaire
Formations machine	1 500 €/entreprise Hors formations diplômantes	85 € / h	Oui	Non
Autres formations		50 € / h	Oui	Non
Formations obligatoires		30 € / h	Oui	Non
Examen CQP conduite de machine	Hors plafond PDC et conventionnel (après épuisement PDC)	600 € / bloc	non	non
Examen CQP Conception graphique, réalisation graphique, élaboration offre commerciales		300 € / bloc	non	non
Examen CQP transversaux ou moins coûteux		100 € / bloc	non	non
Examen CQP prépresse commercial, fabriquant-deviseur		900 €	non	non
Examen CQP impression, finition		1 000 €	non	non
Evaluation OIJENSUIS (entrée et sortie)		600 € si rattachée à une action financée par l'OPCO	Non	Non
AFEST		240 € /stagiaire	Non	Non
Accompagnement externe AFEST		2 400 €	Non	Non



A noter

Enveloppe conventionnelle entreprise (soumise aux barèmes)

- Entreprises de moins de 11 salariés :

Prise en charge d'uniquement les frais pédagogiques à hauteur de 750 €/entreprise ou de la contribution si supérieure (hors formations diplômantes/certifiantes).

- Entreprises de 11 à 49 salariés :

Prise en charge de l'ensemble des frais à hauteur de la contribution conventionnelle (hors formations diplômantes/certifiantes).

- ✓ Toute modalité pédagogique ouvre droit à un financement :
 - Présentiel
 - FOAD (formation ouverte et à distance)
 - Blended learning (formation organisée en mixte présentiel / distanciel)
 - MOOC (formation en ligne ouverte à tous).
- ✓ Les actions de formation doivent avoir une durée strictement supérieure à 4 heures pour être prises en charge.
- ✓ Les frais d'inscription ne sont pas pris en charge.

Actions prioritaires *(toutes tailles d'entreprise)*

Elles sont prises en charge sur les thèmes suivants selon les modalités suivantes :

- ✓ Catégorie 1 : cœur de métier
- ✓ Catégorie 2 : Amélioration continue

- ✓ **Les conditions d'éligibilité :**

Les entreprises devront être à jour de leurs contributions légales et conventionnelles pour y accéder.

Les conditions d'éligibilité sont vérifiées par le service administratif, au moment où l'organisme de formation adresse le contrat de prestation de service, accompagné des bulletins d'inscription.

✓ **Catégorie 1 : cœur de métier**

○ Techniques métiers :

Organisation et pilotage de la production • GPAO • PAO • Gestion de la donnée / gestion de flux • Impression : Offset / Flexo / Sérigraphie / Héliographe / Numérique / Impression Grand Format • Gestion/qualité des fichiers • Colorimétrie • Finition : pli / massicot / encarteuse / brochage / reliure / découpe • Routage : Mise sous plis / sous Film / Sous enveloppe / Données adressées / Préparations de commandes / Logistique • Covering / Pose de films adhésifs et de produits imprimés • Découpe supports • Maintenance

○ Métiers en développement :

Technologie du web • Automatisation des flux • Communication digitale • Web to print / Web to store / E-commerce

○ Commercial et marketing :

Réponse aux appels d'offre • Marketing cross canal • Marketing de la valeur • Prospection commerciale / Relation client / Relation Clients à distance • Social selling • Langues techniques

✓ **Catégorie 2 : Amélioration continue**

Santé et sécurité au travail (hors formations obligatoires et CACES) • Ecoconception • Achats responsables • Coût global • Dialogue interne/externe et partenaires de l'entreprise • Management d'équipe • Organisation apprenante • Protection des données • Analyse et pilotage des risques • Innovation • Analyse stratégique • Valorisation des normes

Management des compétences : GPEC et recrutement • Encadrement et transmission des compétences • Ingénierie de parcours FEST/transition professionnelle • Tutorat • Entretiens professionnels et évaluation • CCPI Tutorat en entreprise ; • CCPI Création d'un module de formation interne

Reprise d'entreprise.

Thème ou intitulé	Durée ou plafond de prise en charge	Coût pédagogique	Frais annexes	Frais de salaire
Les deux catégories d'actions prioritaires	3 actions/an Durée maximale des actions : 3 jours Coût : 1 250 € HT / jour	100 %	Non	Non
Formations imposées par le référentiel Print Ethic.	Pas de limite	50 %	Non	Non
Formation initiale du référent RSE Print Ethic - 4 jours - Organisme Ecocert/Des enjeux et des Hommes	1 action/an	100 %	Oui	Non



A noter

Ces actions sont financées sur l'enveloppe conventionnelle mutualisée, il n'y a pas d'imputation sur l'enveloppe conventionnelle de l'entreprise.

- ✓ Toute modalité pédagogique ouvre droit à un financement :
 - Présentiel
 - FOAD (formation ouverte et à distance)
 - Blended learning (formation organisée en mixte présentiel / distanciel)
 - MOOC (formation en ligne ouverte à tous).
- ✓ Les actions de formation doivent avoir une durée strictement supérieure à 4 heures pour être prises en charge.
- ✓ Les frais d'inscription ne sont pas pris en charge.

Spécificités de branche

Les contributions conventionnelles versées non utilisées en n-1 peuvent être reportées l'année suivante sous réserve d'une demande de l'entreprise.

Votre entreprise a 50 salariés et plus et vous souhaitez développer leurs compétences

Les actions peuvent être financées uniquement sur les fonds conventionnels de la branche (soumis aux barèmes).

Financements

Thème ou intitulé	Durée ou plafond de prise en charge	Coût pédagogique (Barème HT en €)	Frais annexes	Frais de salaire
Formations machine	A hauteur de la contribution conventionnelle (hors formations diplômantes/certifiantes)	85 € / h	Oui	Oui
Autres formations		50 € / h	Oui	Oui
Formations obligatoires		30 € / h	Oui	Oui
Examen CQP conduite de machine	Hors plafond	600 € / bloc	Oui	Oui
Examen CQP Conception graphique, réalisation graphique, élaboration offre commerciales		300 € / bloc	Oui	Oui
Examen CQP transversaux ou moins coûteux		100 € / bloc	Oui	Oui
Examen CQP prépresse commercial, fabricant-deviseur		900 €	Oui	Oui
Examen CQP impression, finition		1 000 €	Oui	Oui
Evaluation OIJENSUIS (entrée et sortie)		600 € si rattachée à une action financée par l'Opco EP	Oui	Oui
AFEST		240 € / stagiaire	Oui	Oui
Accompagnement externe AFEST		2 400 €	Non	Non

Actions prioritaires

Ces actions sont financées sur l'enveloppe conventionnelle mutualisée CGM, il n'y a pas d'imputation sur l'enveloppe conventionnelle de l'entreprise.

Thème ou intitulé	Durée ou plafond de prise en charge	Coût pédagogique	Frais annexes	Frais de salaire
Les deux catégories d'action	3 actions/an Durée maximale des actions : 3 jours Coût : 1 250 € HT / jour	100 %	Non	Non
Formations imposées par le référentiel Print Ethic.	Pas de limite	50 %	Non	Non
Formation initiale du référent RSE Print Ethic - 4 jours - Organisme Ecocert/Des enjeux et des Hommes	1 action/an	100 %	Oui	Non

Spécificités de branche

Les contributions conventionnelles versées non utilisées en n-1 peuvent être reportées l'année suivante sous réserve d'une demande préalable de l'entreprise.

Le contrat de professionnalisation

Solution efficace pour embaucher et former un nouveau collaborateur à vos métiers, qualification professionnelle à la clé, le contrat de professionnalisation repose sur l'alternance entre des périodes de formation et de mise en oeuvre pratique en entreprise.

Publics

- ✓ Jeunes de 16 à 25 ans révolus,
- ✓ Demandeurs d'emploi de 26 ans et plus,
- ✓ Bénéficiaires du RSA (revenu de solidarité active), de l'ASS (allocation de solidarité spécifique) ou de l'AAH (allocation adulte handicapé),
- ✓ Anciens titulaires d'un contrat unique d'insertion (CUI).

Choisir une qualification professionnelle adaptée à vos besoins

Le contrat de professionnalisation peut être conclu pour préparer :

- ✓ Un diplôme ou un titre à finalité professionnelle inscrit au Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP),
- ✓ Un certificat de qualification professionnelle (CQP),
- ✓ Une qualification reconnue dans les classifications d'une convention collective nationale (CCN) de branche.

Conclure un contrat de travail

Le contrat de professionnalisation peut être conclu à durée indéterminée (CDI) ou déterminée (CDD) de 6 à 12 mois.

Sa durée peut même aller :

- ✓ Jusqu'à 24 mois pour les bénéficiaires et qualifications définis par accord de branche,
- ✓ Jusqu'à 36 mois pour certains publics dits prioritaires :
 - Jeunes peu diplômés (n'ayant pas validé un second cycle de l'enseignement secondaire - baccalauréat - et qui ne sont pas titulaires d'un diplôme de l'enseignement technologique ou professionnel - CAP/BEP),
 - Demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an à Pôle emploi,
 - Bénéficiaires des minima sociaux (RSA, ASS, AAH) et anciens titulaires d'un contrat unique d'insertion (CUI).

Organiser la formation

Pendant le contrat, le salarié suit des actions de professionnalisation incluant des actions d'évaluation, d'accompagnement et de formation (enseignements généraux, professionnels ou technologiques).

La durée de la formation dépend de la qualification préparée. Elle peut varier entre 15 % et 30 % (au-delà pour certains bénéficiaires) de la durée du contrat (CDD) ou de l'action de professionnalisation qui débute le CDI, et ne peut être inférieure à 150 heures.

La formation peut être réalisée :

- ✓ en externe, en faisant appel à un organisme de formation public ou privé déclaré. Une convention de formation doit alors être conclue ;
- ✓ en interne, si l'entreprise dispose d'un service de formation interne, de locaux identifiés, de moyens pédagogiques et de formateurs. Vous devez alors établir un plan de développement des compétences.

Une partie du contrat de professionnalisation peut se dérouler à l'étranger (dans l'Union européenne ou en dehors), afin de permettre à l'alternant de compléter sa formation théorique et/ou sa formation pratique en entreprise.

Cette possibilité de mobilité internationale est limitée à 1 an en principe, avec une durée obligatoire d'exécution du contrat en France d'au moins 6 mois.

Désigner un tuteur

Un tuteur doit être désigné par l'entreprise pour accompagner le salarié tout au long de son parcours de formation.

Le tuteur peut être :

- ✓ un salarié volontaire pour cette mission et justifiant d'une expérience professionnelle d'au moins 2 ans dans une qualification en rapport avec l'objectif de professionnalisation ;
- ✓ ou le chef d'entreprise ou d'établissement lui-même.

Rémunération

La rémunération des salariés sous contrat de professionnalisation est déterminée par la branche selon les dispositions suivantes :

NIVEAU	-21 ANS	21 - 25 ANS	26 ANS ET +
Titulaire d'un CAP, BEP, BAC général	55 % du SMC	70 % du SMC	Rémunération égale à 85 % du salaire minimum conventionnel de branche sans pouvoir être inférieur à 100 % du SMIC
Titulaire d'un BAC pro, ou PLUS	65 % du SMC	80 % du SMC	Rémunération égale à 85 % du salaire minimum conventionnel de branche sans pouvoir être inférieur à 100 % du SMIC

Prise en charge

Thème ou intitulé	Durée ou plafond de prise en charge	Coût pédagogique (forfait en €)
Autres actions hors CQP	Durée <=12 mois	15 € / h / stagiaire
Autres actions hors CQP	12<=Durée<=24 mois	9,15 € / h / stagiaire
Autres actions hors CQP	Public prioritaire*	15 € / h / stagiaire
Actions CQP (prépresse, commercial, fabricant-deviseur...)	Référentiel (programme de formation)	35 € / h / stagiaire
Actions CQP (impression, finition...)		50 € / h / stagiaire
Examen CQP (prépresse, commercial, fabricant-deviseur...)		Forfait CQP : 900 € HT
Actions CQP (impression, finition...)		Forfait CQP : 1 000 € HT
Examen passage bloc CQP (prépresse, commercial, fabricant-deviseur...)		Forfait bloc : 300€
Examen passage bloc CQP conduite machine (impression, finition...)		Forfait bloc : 600 € HT
Examen passage bloc CQP (compétences transversales)		Forfait Bloc : 100 € HT



A noter

- ✓ La validité du contrat de professionnalisation est subordonnée à son dépôt auprès des services de la DIRECCTE.
- ✓ Les pièces nécessaires à l'instruction du contrat de professionnalisation doivent être adressées à l'Opco EP dans les 5 jours suivant la date de début du contrat :
 - Le Cerfa EJ20 en 3 exemplaires signés par les deux parties ;
 - La convention de formation et ses annexes (calendrier et programme) ;
- ✓ La formation prévue dans le cadre d'un contrat de professionnalisation est payée directement à l'organisme de formation dans le cadre d'une subrogation de paiement, même si le montant de la prise en charge ne couvre pas la totalité du coût pédagogique.

Le salarié ne doit supporter aucun frais, y compris d'éventuels frais d'inscriptions.

- ✓ La formation interne des contrats de professionnalisation n'est pas prise en charge par l'Opco EP.
- ✓ L'Opco EP finance les contrats de professionnalisation pour lesquels une partie de la formation se réalise à distance, à condition qu'au minimum 15 % de la durée totale de la formation se déroule en présentiel. La formation à distance doit se dérouler pendant le temps de travail et non sur le temps personnel du salarié. La convention de formation doit préciser impérativement le calendrier des temps de formation, le lieu et les ressources techniques mises à la disposition du salarié pour suivre sa formation.

Aide à la fonction tutorale

Dans la limite des fonds disponibles

- ✓ Indemnité forfaitaire plafonnée à 230€ par mois, par salarié tuteuré pour une durée maximale de 6 mois.
- ✓ Majoration de l'indemnité forfaitaire à 345€ lorsque le tuteur :
 - Est âgé de 45 ans ou plus,
 - Ou accompagne un bénéficiaire social (RSA, ASS...), un ancien bénéficiaire du contrat unique d'insertion,
 - Ou suit un jeune de moins de 26 ans qui n'a pas validé un second cycle de l'enseignement secondaire et qui n'est pas titulaire d'un diplôme de l'enseignement technologique ou professionnel

***Public prioritaire :**

- ✓ Les jeunes de 16 à 25 ans révolus qui n'ont pas validé un second cycle de l'enseignement secondaire et qui ne sont pas titulaires d'un diplôme de l'enseignement technologique ou professionnel ;
- ✓ Les personnes inscrites depuis plus d'un an sur la liste des demandeurs d'emploi (peu importe leur âge)
- ✓ Les bénéficiaires d'un minima social : revenu de solidarité active (RSA), allocation de solidarité spécifique (ASS) ou allocation aux adultes handicapés (AAH) ;
- ✓ Les personnes ayant bénéficié d'un contrat unique d'insertion (CUI).

Le contrat d'apprentissage

Basé sur l'alternance entre périodes de formation et de mise en œuvre pratique en entreprise, le contrat d'apprentissage est un moyen efficace pour former et intégrer des professionnels, qualification à la clé. Un contrat à mobiliser également dans le cadre d'une création ou d'une reprise d'entreprise.

Publics

- ✓ Jeunes de 16 à 29 ans révolu (15 ans s'ils justifient avoir accompli la scolarité du premier cycle de l'enseignement secondaire - collège) ;
- ✓ Jeunes de 26 à 30 ans, sous conditions ;
- ✓ Personnes - sans limitation d'âge - porteuses d'un projet de création ou de reprise d'entreprise conditionné par l'obtention d'un diplôme, reconnues travailleurs handicapés ou sportifs de haut niveau.

Choisir une qualification professionnelle adaptée à vos besoins

Le contrat d'apprentissage vise l'obtention d'une qualification sanctionnée par un diplôme ou un titre à finalité professionnelle enregistré au Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP).

Conclure un contrat de travail

Le contrat d'apprentissage peut être conclu :

- ✓ A durée limitée de 6 mois à 3 ans selon la qualification préparée et jusqu'à 4 ans avec des personnes en situation de handicap ou inscrites sur la liste officielle des sportifs de haut niveau,
- ✓ A durée indéterminée (CDI) débutant par une période d'apprentissage de même durée.

La durée du contrat (ou de la période d'apprentissage en cas de CDI) peut être inférieure à celle du cycle de formation pour tenir compte des compétences détenues par l'apprenti.

Organiser la formation

La formation se déroule dans un centre de formation d'apprentis (CFA), ou une unité de formation par l'apprentissage (UFA). Elle peut être effectuée, sous certaines conditions, en tout ou partie à distance ou en situation de travail.

Sa durée varie selon le diplôme ou titre visé et les règles définies par l'organisme certificateur. Elle ne peut cependant être inférieure à 25 % de la durée totale du contrat (ou de l'action d'apprentissage dans le cas d'un CDI).

La formation est incluse dans l'horaire de travail.

Désigner un maître d'apprentissage

Un maître d'apprentissage doit être désigné par l'entreprise pour accompagner l'apprenti tout au long de son parcours et assurer la liaison avec le CFA. Il peut s'agir d'un salarié volontaire ou du chef d'entreprise (ou conjoint du collaborateur).

A défaut de dispositions conventionnelles, le maître d'apprentissage doit :

- ✓ détenir un diplôme ou un titre relevant du même domaine et d'un niveau au moins équivalent à celui préparé par l'apprenti, et justifier d'au moins une année d'activité professionnelle en rapport avec la qualification visée,
- ✓ ou avoir exercé pendant au moins 2 ans une activité en rapport avec la qualification préparée par l'apprenti.

Le maître d'apprentissage peut encadrer jusqu'à deux apprentis (plus un redoublant). L'employeur doit veiller à ce qu'il bénéficie de formations lui permettant d'exercer sa mission et de suivre la formation de l'apprenti (évolution du contenu et des diplômes).

Verser une rémunération minimum

Sauf dispositions conventionnelles ou contractuelles plus favorables, la rémunération minimale (en pourcentage du SMIC ou du minimum conventionnel) est calculée en fonction de l'âge de l'apprenti et de son ancienneté :

	De 16 à 17 ans	De 18 ans à 20 ans	De 21 ans à 25 ans	26 ans et plus
1 ^{ère} année	27 %	43 %	53 %	100 %
2 ^e année	39 %	51 %	61 %	100 %
3 ^e année	55 %	67 %	78 %	100 %

Prise en charge

Pour connaître le coût contrat annuel défini par votre branche professionnelle ou la Commissions paritaires nationales de l'emploi (CPNE) et validé par France Compétences, consulter le lien :

<https://www.francecompetences.fr/base-documentaire/referentiels-et-bases-de-donnees/>

Pour les contrats conclus avec des personnes en situation de handicap, le niveau de prise en charge fixé par la branche est majoré à hauteur de 50 %, dans la limite d'un plafond de 4 000 euros.

Autres postes de frais

Prise en charge :

- des frais de repas et d'hébergement supportés par le CFA : 3€/ repas et 6 €/ nuit
- du premier équipement : dans la limite de 500 € et sur justificatif fourni par le CFA
- du forfait Mobilité européenne ou internationale sur justificatifs



Attention! à compter du 01/01/2020 l'OPCO est responsable du dépôt du contrat d'apprentissage, il vérifie certains critères (éligibilité, âge apprenti, tuteur, application du salaire minimal légal...). En tant qu'employeur, vous êtes responsable des données indiquées sur le Cerfa et en particulier des salaires versés à votre collaborateur ; votre branche a pu décider par accord de fixer un salaire supérieur au salaire légal.

La préparation opérationnelle à l'emploi

Dispositif d'aide à l'insertion et au développement des compétences, la Préparation opérationnelle à l'emploi collective (POEC) permet à des demandeurs d'emploi d'acquérir les compétences requises pour occuper des emplois identifiés par un accord de branche ou par le conseil d'administration d'un Opérateur de Compétence (OPCO).

Publics

Tout demandeur d'emploi inscrit à Pôle emploi, indemnisé ou non, à la date du démarrage de l'action de formation.

Sont également concernés depuis la réforme de la formation professionnelle de 2014 les salariés en CDD/CDI relevant des Structures d'Insertion (SIAE) et les salariés en Contrat Unique d'Insertion (CUI).

Prise en charge

À la différence de la POE individuelle, la POE collective n'est pas conditionnée au dépôt préalable d'une offre d'emploi.

L'action de formation s'étend sur une durée de 400 maximum. Dans certains cas particuliers, elle peut être prolongée jusqu'à 800 heures. Durant l'action de formation, les bénéficiaires ont le statut de stagiaires de la formation professionnelle.

L'organisme de formation, en partenariat avec Pôle emploi informe et accompagne les stagiaires jusqu'à leur recrutement. Cet accompagnement est assuré pour faciliter le retour à l'emploi des stagiaires formés.

Le financement de la POEC est assuré par l'OPCO et Pôle emploi.

La reconversion ou promotion par alternance (Pro - A)

La promotion ou reconversion par alternance (Pro-A) remplace la période de professionnalisation depuis le 1er janvier 2019. Nouvelle modalité de formation en alternance visant une qualification reconnue, elle favorise l'évolution professionnelle des salariés.

Publics

La reconversion ou promotion par alternance est réservée aux salariés dont le niveau de qualification est inférieur à la licence :

- ✓ En contrat à durée indéterminée (CDI),
- ✓ En contrat unique d'insertion à durée indéterminée (CUI-CDI).

Choisir une formation

Le dispositif Pro-A doit permettre d'acquérir une certification professionnelle figurant sur la liste définie par la branche professionnelle, dans un accord collectif.

Le certificat professionnel CléA est aussi éligible à ce dispositif. Il s'agit d'un socle étant constitué de l'ensemble des connaissances et des compétences qu'il est utile pour une personne de maîtriser, afin de favoriser son accès à la formation professionnelle et son insertion professionnelle.

Organiser la formation

Organisée en alternance, la formation associe périodes de travail en entreprise en lien avec les qualifications recherchées et formation théorique dispensée soit par un organisme de formation, soit en interne, si votre entreprise dispose d'un service de formation.

La formation peut se dérouler :

- ✓ pendant le temps de travail, avec maintien du salaire,
- ✓ en tout ou partie hors temps de travail, avec l'accord écrit du salarié et dans la limite déterminée par accord d'entreprise ou de branche (à défaut, 30 heures par salarié et par an ou 2 % du forfait pour les salariés dont la durée du travail est fixée par une convention de forfait en jours ou en heures sur l'année).

La durée de la formation doit être comprise entre 15 % et 25 % de la durée totale de la Pro-A avec un minimum de 150 heures. La VAE est aussi éligible pour les diplômes visés par la liste définie par la branche professionnelle.

Formaliser la formation

Toute promotion ou reconversion par alternance doit être formalisée par la conclusion d'un avenant au contrat de travail du salarié concerné, précisant la durée et l'objet de l'action de formation envisagée. Cet avenant est à déposer auprès d'Opco EP.

Désigner un tuteur

Il est obligatoire de désigner un tuteur pour accompagner le salarié tout au long de sa reconversion ou promotion par alternance. Choisi parmi les salariés volontaires et expérimentés de votre entreprise, il contribue à l'acquisition et au développement des compétences.

Prise en charge

Les certifications éligibles à la promotion et reconversion en alternance (Pro A) doivent être définies par un accord de branche étendu. En l'absence d'un tel accord et de son extension, le dispositif est donc uniquement accessible pour permettre l'acquisition du socle de connaissance et de compétences « CléA » (Cf art. L6324-3 modifié).

9,15 € / h (Frais pédagogiques et frais annexes) dans la limite d'une enveloppe de 3 000 € par dossier.

Barèmes de remboursement

Barèmes de remboursement pour les stagiaires de la formation :

- | | |
|------------------------------|-----------|
| ✓ Hébergement : | 85 € |
| ✓ Frais de repas : | 15 € |
| ✓ Indemnités kilométriques : | 0,25 €/km |